

Ce pays ne manque pas
d'énergies !

LEMA

Zorionak !

**Energiaren eskasik
ez duen herriak!**

Nº **223** ZKIA

2019ko Urria / Azaroa / Abendua
Octobre / Novembre / Décembre 2019

www.eaj-pnb.eus

 **EAJ-PNB**

SAR HITZA / EDITO

Herriko hauteskundeetan parte hartuko dugu!

Nous serons présents aux élections municipales ! par Pako ArizmendiP. 3. Orr.

EKONOMIA

Peio Etxeleku : « Expérimentons l'entreprise transfrontalièreP. 4-5. Orr.

HISTORIA

Gernikako estatutuak 40 urteP. 6. Orr.

HANDIK / ECHOS DU SUD

EAJ-PNB, faiseur de majorité ?P. 7. Orr.

IRITZIA / OPINION

L'enjeu de l'urbanisation galopanteP. 8. Orr.

ENERGIA

Ce pays ne manque pas d'énergiesP. 9-11. Orr.

HISTORIA

Mémoire historique ou l' « Histoire enterrée »P. 12. Orr.

ANAIEN BERRI / CAP AU SUD

L'école Larrun prépare une nouvelle génération transfrontalièreP. 13. Orr.

GIZARTEA / SOCIAL

Kauldi Samoreau : « le problème de l'équité des retraites n'est pas réglé »P. 14-15. Orr.

IRITZIA / OPINION

Notre identité culturelle, c'est aussi l'architecturep. 16. Orr.

BAXE NAFARROA

Beñat Arrabit : « l'esprit du « travailler au pays » de Gurea doit continuer »P. 17. Orr.

HISTORIA

Sorginak, les sorcières en Pays BasqueP. 18. Orr.

ALDERDI BIZIA / VIE DE L'ALDERDI

EAJ-PNBren adierazpena Euskararen Nazioarteko EguneanP. 19. Orr.

Hommage aux deux premiers Lehendakari Agirre et Leizaola, ce dimanche 15 Décembre, à GernikaP. 20. Orr.

Herriko hauteskundeetan parte hartuko

Nous serons présents aux élections



Pako Arizmendi
*IBBko presidentea,
Président régional d'Eaj-Pnb*

2020ko Martxoaren Herriko hauteskundeen zerrendak osatzen diren momentuan, EAJ-PNBk bere egitaraua preparatzen eta bururatzen ari du. Guretzat, edukia, edukitzailea bezain garrantzitsua da. Ordezkatuko gaituzten hautagaiak gure asmo politikoen heineko edukia ukanen dute.

Eduki programatikoaren garrantzia

Herritarren interesa piztuko duten proposamenak ekartzea garrantzitsua da baina beren arenguren entzuteko prest izanzen direla ere dudarik ez izan. Egia da Iparraldeko Herri Elkargoari lotutako hainbat proposamen zailak landu beharreko gaiak izanzen direla herriko hauteskundeetan aurkezten diren zerrenden aldetik.

Inplikazio eta engaiamenduaren baloreak

Alderdi politikoen aipamena gustukoa ez duten zerrenda « idekiak » badira ere, gehienetan erran behar da, alderdiek dutela biztanleen interesa unkitzen, hainbat egitasmoekin. Euskal Elkargoaren erronkei atxikiak diren EAJ-PNBren hautagaiak, gure hautagaiak, gure Alderdiaren baitan kondatzen ahalko dute. Alderdi sendo eta fidagarria, Akitania Berria / Euskadi / Nafarroa Euro-Eskualdearen baitan. EAJ-PNBren inplikazio eta engaiamendu baloreei atxikiak egonez, gure hautagaiak gure koloreak ekarriko dituzte gure lurralde historikoen xoko guzietan eta beharrez haratago...

Milesker denei gure Ipar Euskadi maitatuaren bizi publikoaren alde erakusten duzuen inplikazioarentzat !

Beti aintzina

A l'heure des « confections » des listes pour la campagne des élections municipales de mars 2020, EAJ/PNB se prépare et peaufine son programme. Nous considérons que le contenu est aussi important que le contenant et les candidats qui nous représenteront seront « équipés » d'un contenu à la hauteur de nos aspirations politiques.

L'importance pour nous du contenu programmatique

Il est important que nos candidats s'appuient sur des propositions qui intéresseront les citoyens et nul doute qu'ils seront également à l'écoute de leurs préoccupations. Il est vrai qu'avec la nouvelle Communauté Pays basque (CAPB) des propositions multiples et complexes feront partie des thèmes à travailler par les listes présentes aux municipales.

Les valeurs d'engagement et d'implication

Si les listes « ouvertes » n'aiment pas invoquer les partis politiques, il faut dire que ce sont, la plupart du temps, les partis qui sensibilisent l'intérêt de la population pour tel ou tel projet. Les candidats d'EAJ/PNB, nos candidats, très sensibles aux nouveaux défis auxquels sera confrontée la CAPB pourront s'appuyer sur notre Alderdi, un parti solide et fiable à l'intérieur de l'Euro-région (Nouvelle Aquitaine / Euskadi / Navarre). Nos filles et nos garçons, fidèles aux valeurs d'implication et d'engagement d'EAJ/PNB porteront fièrement nos couleurs aux quatre coins de nos territoires historiques et au-delà si nécessaire...

Merci à toutes et à tous pour votre implication dans la vie publique de notre cher Pays Basque !

Beti aintzina



Peio Etxeleku : « expérimentons l'entreprise transfrontalière »

Peio Etxeleku, conseiller municipal jeltzale de Kanbo est également président du Groupe Agour, présent désormais des deux côtés de la Bidassoa. Invité par le Forum Bidasoa, à Irun, au Ficoba, le 25 Octobre dernier, il soulignait la réduction nécessaire d'entraves de toutes sortes pour accroître les échanges économiques entre les Pays Basque nord et sud. Il relate son parcours et détaille son point de vue, issu de sa propre expérience. Cap sur l'avenir !

Peux-tu nous évoquer ton parcours industriel avec le Gipuzkoa ?

Dans le cadre d'une stratégie pour devenir un ambassadeur de la gastronomie basque dans le monde, nous devons être présents sur différentes familles de produits emblématiques de notre Pays : fromages, salaisons et desserts. En 2014, une opportunité a été saisie : celle du rachat de la plus importante pâtisserie du Pays Basque sud, Casa Eceiza, située à Tolosa.

Qu'a apporté le rachat de cette pâtisserie ?

Cela nous a permis d'étoffer notre gamme de desserts, initiée avec les glaces, et complétée avec la biscuiterie et la pâtisserie. Nous sommes une des rares entreprises avec un niveau d'activités équivalent des 2 côtés de la Bidassoa. Dans la croissance du groupe, nous nous sommes structurés dans des fonctions transversales : pôles achat, ressources humaines, commerce, contrôle de gestion, ... Nous sommes une équipe multi provinciale et multi profil, une entreprise basque trans-provinciale. Un tiers de nos effectifs se situe en Gipuzkoa.

Cela a dû être instructif sur le plan personnel ?

A mon niveau, j'ai désormais une connais-

sance assez approfondie du marché basque et espagnol, des relations sociales en Gipuzkoa, avec les avantages et contraintes administratives et fiscales des 2 côtés. Ce serait trop simple de n'avoir que des avantages d'un côté et uniquement des contraintes de l'autre. Cela me donne une expérience sur la façon dont on gère une entreprise, en Basse Navarre et en Gipuzkoa.

Une fromagerie est en route en Gipuzkoa ...

Effectivement, nous accélérons le développement fromager. Une nouvelle entreprise voit le jour, en Gipuzkoa, la 3e du groupe. Nous transformons sur place le lait collecté. Nous sommes la seule fromagerie à disposer des 2 AOP basques, Ossau Iraty et Idiazabal, avec un accès plus affirmé sur le marché espagnol, avec l'Idiazabal. Le directeur général du groupe est l'ancien responsable de la pâtisserie. En utilisant une image botanique, je dirais que le greffon a pris.

Récemment, tu évoquais des freins au développement des échanges économiques ?

Tout d'abord, il y a des freins linguistiques. Ici, l'euskara est trop faible et là-bas, la pratique du français est insuffisante. En comparaison, nous nous défendons mieux en castillan.



Agour gasna munduko onenetan, Inglaterrako konkurtso baten arabera.arabera © Agour

Nous avons trop d'a priori, les uns et les autres, dans les échanges. La pratique de l'euskara donne un sentiment d'appartenance à un même pays, au-delà même du nationalisme. Cela facilite les échanges et contribue à lever les craintes.

Au-delà de la barrière linguistique, tu évoques des pratiques différentes ?

Nous avons des différences dans la pratique des affaires qu'il faut connaître. Globalement, côté sud, ils ont tendance à être plus réactifs, dans la rapidité, mais cela peut parfois se

confondre avec la précipitation, côté nord, nous sommes plus posés, mais cela peut friser à la lenteur.



Peio Etxeleku, Agour markari fama ona eman dion gasnarekin. © Baskulture.com

Quelles sont les autres entraves ?

Les différences juridiques et administratives compliquent la gestion de notre groupe. Cela nous renvoie à une obsession d'optimisation de nos flux économiques, en étant vigilant et en évitant de prendre des risques. Dans le droit des affaires, les statuts des entreprises

sont assez similaires. Mais par exemple, il y a de nombreuses spécificités dans le droit de travail. Sur les bas salaires, le coût horaire est plus compétitif, au nord, par contre, chez les cadres, la différence est grande, en faveur du Sud, du fait d'un plafonnement des charges sociales, à un certain seuil salarial. Beaucoup de nos salariés travaillent entre Pays basque nord et sud et là les choses se compliquent.

Peux-tu nous donner un exemple ?

Si un salarié travaille 40% du temps, en Pays Basque sud, il devrait pouvoir cotiser 40% de son temps, à un régime de retraite du Sud, par exemple et 60% à un régime de retraite du nord. Cela serait plus agile, mais c'est impossible. Nous avons décidé que tous les régimes sociaux et fiscaux d'un salarié dépendraient de sa résidence. S'il réside au nord, il est concerné par les régimes sociaux et fiscaux français et inversement. Dans le domaine fiscal, cela oblige également à une gestion complexe des flux de TVA, par exemple. Nous sommes très sujets à des contrôles, avec une administration suspicieuse de fraude. Nous passons beaucoup de notre énergie à régler ces problèmes alors qu'elle serait utile ailleurs.

Quels changements faut-il réaliser en priorité ?

C'est un travail de longue haleine. D'abord sur l'éducation. L'ouverture d'un lycée basque - français à Donostia est une excellente initiative. Nous devons aller vers une harmonisation de l'entreprise transfrontalière, qui dépendrait du droit européen des sociétés, puisque notre cas est également celui de

nos collègues transfrontaliers, à travers toute l'Union Européenne. Cela nous ôterait de la complexité. Il y a peut-être une expérimentation, à penser au niveau fiscal. Après tout, une meilleure fluidité des échanges contribuerait à une meilleure production, et donc à plus de recettes fiscales.



Enpresaren ekoizpen sorta handitu duen Agour-en izozkiak © Agour

Qu'aimerais-tu dire aux entrepreneurs du nord, à propos des échanges transfrontaliers ?

Je leur conseille de démultiplier les rencontres avec les entrepreneurs du Pays Basque sud. Ils n'imaginent pas toutes les potentiels d'affaires, de synergie, d'intérêts à se rapprocher d'eux. On vit un enrichissement mutuel, à condition d'aller dans un état d'esprit de co-construction. Ensuite, il faut les bons conseils sur l'aspect juridique.

Un mot sur la gouvernance économique basque que tu côtoies au quotidien ?

Je goute au pragmatisme, à l'agilité et à la proximité de décideurs qui ont une compétence fiscale au niveau local. Ils savent imaginer des solutions adaptées, avec une très forte compétence et efficacité fiscale. En France, nous trouverions l'équivalent de cela à Bercy, alors que je traite directement, avec l'Hacienda du Gipuzkoa. Ce qui permet au bout du compte de meilleures finances pour les entreprises et de meilleures entrées fiscales pour le Gipuzkoa, dont les comptes sont au vert. Même si l'administration fiscale du Gipuzkoa est aussi exigeante que la française, nous pouvons néanmoins discuter, échanger et avancer avec les responsables politiques et techniques. Notre relation avec le directeur général et le diputado en charge des Finances est extrêmement fluide.

Le groupe Agour, en bref

- Naissance du groupe : 1981
- Groupe d'une douzaine de sociétés
- Nombre de salariés : 240
- Secteurs d'activités : agro-alimentaire et

Gernikako estatutuak 40 urte

Euskal Autonomia Erkidegoko hautetsiak estatutu berria plantan ematen saiatzen dira.

Gernikako autonomia estatutuak lau hamarkada bete berri ditu. Berrogoi urtez autonomia zabalaz, Europako zabalenetakoaz, gozatu dute Gipuzkoa, Bizkaia eta Arabak. Horrek zertan eragiten digu Ipar Euskal Herrian bizi garen euskaldunei?

Lege horri esker ertzainek zaintzen gaituzte Irune-rat joaten garelarik, Euskal Irrati Telebistaren programazioaz goza dezakegu eta han bizi diren gure ezagunek trasplante zerbitzu hoberenetakoak dute Osakidetza-ri esker. Guggenheim museoa bera egia bilakatuko ote zen euskal erakunde indartsurik gabe?

Historia

Frankismoaren ondoren transizio garaia heldu zen Espainiako estatutat eta demokraziaren bidean deszentralizazioaren aldeko negoziaketak egin zituzten zenbait ordezkari politikok. Tirabira ainitzen ondotik eta negoziaketen epea bukatzen ari zelarik adostasunerat heldu ziren halere.

Autonomia eta eskumen zabalak ematea onartu zuten Espainiako Gorteek eta Gipuzkoa, Bizkaia eta Arabako herritarrek horren alde bozkatu zuten ere 1979ko urriaren 25ean. Parte hartzea %60koa izan zen eta %90 pasa alde agertu zen. Eusko Alderdi Jeltzaleak, sozialistek, Euskadiko Ezkerrak, komunistak eta UCDe alderdi kanpaina egin zuten Herri Batasunak abstentzioaren aldeko deia egin zuelarik. Eskuina kontra agertu zen. Nafarroa Garaia Euskal Autonomia Erkidegoan sar liteke baina bertze autonomia estatutua eman zitzaion. Erreinu zaharrekoa da bozka bidez herritarrek berretsi ez duten autonomia estatutu bakararra da.

Erakundetzea

Kontzertu ekonomikoa oinarri harturik Gipuzkoa, Bizkaia eta Arabak autogobernu maila handia erdietsi dute berrogoi urtez elkarbizitza, nortasuna, garapena eta ongizatea hobetzeko. Hiru lurraldeen arteko kohesioa indartu da eta nahiz eta biztanle kopuru arras desberdinak dituzten, bakotzak hogoita bost ordezkari hautatzen ditu



Ertzaintzaren hogoita zazpigarren promozioa Arkauteko akademian

Eusko Legebiltzarrean. Erakunde hunen, Eusko Jaurilaritzaren, Lehendakariaren eta lehendakariaren egoitza bera ere Gasteizen finkatu ziren Araba bazterrean ez uzteko. Ukaezinak diren urrats sendoak eman dituzte hiru lurraldeek ekonomia, industria, gizartea, kultura eta euskararen berreskurapenean. Izan ere duela mende erdia baino gutxiago euskara galzorian zen hainbat eskualdetan eta langabezia %30ekoa zen Biz-

kaiko zenbait herritan. Urteetan debekatua zen ikurriña ikur ofiziala bilakatu zen, lege babesa eman zitzaion euskarari eta urratsez urrats Osakidetza eta Ertzaintzak zerbitzu osoak eskaintzen hasi dira. Barne produktu gordina 11 aldiz biderkatu da, eta langabezia eta pobrezia tasak apalenetakoak dira. Unibertsitatea salbu hezkuntza saila euskal agintarien esku dago.

Urratsak

Poliki baina segurki, fermutasun eta errealismoarekin bere urratsak egin ditu Gernikako estatutuak 1979az geroz. Halere legea ez dute oraindik osoki bete Espainiako gobernu desberdinek, ez alderdi popularrarekin ez eta sozialistekin. Birzentralizazioaren aldeko saiakeri buru egin behar zaie ere.

ETAk kritika eta eraso egin dio autogobernuari zenbait

ertzain eta euskal hautetsiei bizia kenduz eta EIT-Bren aurkako atentua eginez. Bere aldetik, ELA sindikatuak dio estatutua hilda dagoela aspalditik eta murrizketak eta neurri antisozialak eta neoliberalak inposatzeko tresna izan dela. Jaurilaritzak kudeatzen duen 11 mila milioi euroren aurrekontuan %77 pasa gastu sozialera doa, batik bat osasuna, hezkuntza, enplegu eta gizarte politike-tara.

Erronkak

Gernikako autonomia estatutua indarrean sartzen lehena izan zen bainan gaurko egunean bakarra da oraino eguneratu ez dena. Madrilek hogoita hamar eskumen eman behar dizkio oraindik Eusko Jaurilaritzari, bertzeak bertze gizarte segurantzza, lan ikuskaritza, aireportuen kudeaketa eta espetxe politika. Legea osoki betetzea da gehien-goaren nahia. Betetzea eta estatutu berria erdiestea mundua eta euskal gizartea aintzintzen ari direlako. Euskal hautetsiek testu berria landu dute azken hilabeteetan, bertzeak bertze emazteek diskriminaziorik gabeko bizi duina izan dezaten, euskal herritarrek etxe duina izan dezaten eta migratzaileen giza eskubideak errespetatu daitezten eskatu eta bermatzeko.

Eusko Alderdi Jeltzaleak, sozialistek eta Elkarrekin Podemos alderdiek testua adostu dute bainan duela berrogoi urte bezala eskuinak dio urrunegi doala eta ezker abertzalearentzat ez da aski. Atzerapausua omen da EH Bilduren hitzetan Ibarretxe plana baino gutiago delakoan. Koalizioak foru baimena lukeen "Euskal Estatu Erkidegoa" proposatu du. Erabakitze eskubidearen aipamena da ezadostasunak sortzen dituenena. EAJK aldarrikatzen du, Elkarrekin Podemosek zehaztu du legezkoa eta hitzartua izan behar duela eta PSE-EEk uste du autodeterminazioak kontsentsu osoa zapuztu dezakeela. Solas luzeak beharko dira beraz oraino Euskadiren aitortza eta ospea erdiesteko.

Franck Dolosor "Haltza"

EAJ-PNB faiseur de majorité?

Pas de gouvernement espagnol sans EAJ-PNB et les indépendantistes catalans ! Apparent paradoxe dû à l'incapacité des partis espagnols à s'entendre entre eux. Il aura fallu une deuxième élection générale, à 6 mois d'intervalle

Au lendemain des élections générales du 10 novembre dernier, les grands équilibres droite-gauche ont peu bougé. Dans le camp de droite-extrême droite, le PP et Vox ont progressé au détriment de Ciudadanos qui s'est écroulé.



Hauteskunde gaualdi alai Sabin Etxean, EAJ-PNBren egoitza nagusian.

pour que les socialistes du PSOE et Podemos scellent un pré-accord de gouvernement rejeté dans la foulée, par Ciudadanos, le PP et Vox. Cette nouvelle alliance de gauche ne totalise que 155 sièges. La majorité absolue au Congrès des députés, l'équivalent de l'Assemblée Nationale française nécessite 176 sièges. Une nouvelle fois, les regards se portent vers les partis régionalistes et nationalistes pour compléter cette coalition afin de constituer une majorité plus confortable.

Ces 3 partis qui envisageaient une coalition de gouvernement, totalisaient 147 sièges, au lendemain du scrutin du 28 Avril et 151 sièges, le 10 novembre dernier. La poussée préoccupante de Vox qui attire plus de 3600 000 voix dépasse Ciudadanos qui s'écroule de 57 à 10 sièges. Côté gauche, le PSOE et Podemos passent de 167 à 155 sièges. A noter les 3 sièges de Mas Pais, une scission de Podemos provoqué par le leader dissident Iñigo Errejón. Dans le camp des "autres", une kyrielle de mouvements régionalistes et nationalistes, comme l'Espagne n'en

avait jamais connu. Le problème territorial espagnol se traduit en voix et gagne en visibilité : "Teruel existe", le PRC cantabre, le BNG gallicien, Coalition Canarias et les mouvements basques et catalans. Pedro Sanchez, le premier ministre socialiste en fonction, devra composer nécessairement avec les Catalans d'ERC et ses 13 députés ou les 6 députés d'EAJ-PNB, pour éviter a minima, un vote négatif lors de son investiture.

En Euskadi, EAJ-PNB maintient son hégémonie en Euskadi et dans les 3 territoires de Araba, Bizkaia et Gipuzkoa, à l'occasion d'élections habituellement défavorables. EAJ-PNB envoie 6 députés à Madrid et rate de très peu un 7^e siège.

En Navarre, Navarra Suma confirme sa 1^e place, même si au fil du temps, le soutien à la droite navarraise s'effrite. EH Bildu bénéficie d'un vote utile basquiste de Geroa Bai et obtient un siège en Navarre.

Beñat Oteiza

EUSKADI

PARTIS	VOIX	%	SIÈGES
EAJ-PNB	379 002	32.19	6
PSE-PSOE	227 396	19.31	4
EH Bildu	221 073	18.78	4
Podemos	182 674	15.51	3
PP	107 746	8.90	1
Vox	28 979	2.46	0
Cs	13 279	1.13	0

ARABA

PARTIS	VOIX	%	SIÈGES
EAJ-PNB	40 262	23.69	1
PSE-PSOE	37 488	22.06	1
Podemos	28 186	16.59	1
EH Bildu	27 453	16.15	1
PP	25 506	15.01	0
Vox	6 421	3.78	0
Cs	2 526	1.49	0

BIZKAIA

PARTIS	VOIX	%	SIÈGES
EAJ-PNB	221 979	35.43	3
PSE-PSOE	120 566	19.24	2
Podemos	97 125	15.50	1
EH Bildu	94 669	15.11	1
PP	55 621	8.81	1
Vox	15 284	2.44	0
Cs	6 929	1.11	0

GIPUZKOA

PARTIS	VOIX	%	SIÈGES
EAJ-PNB	116 761	30.65	2
EH Bildu	98 951	25.97	2
PSE-PSOE	69 342	18.20	1
Podemos	57 636	15.06	1
PP	23 619	6.20	0
Vox	7 274	1.91	0
Cs	3 824	1.00	0

NAFARROA

PARTIS	VOIX	%	SIÈGES
Na+	98 448	29.62	2
PSN-PSOE	83 242	25.04	1
EH Bildu	56 387	16.96	1
Podemos	55 191	16.60	1
Vox	18 656	5.61	0
Geroa Bai	12 622	3.80	0

L'enjeu de l'urbanisation galopante

Elle a gagné l'axe Bayonne-Hendaye sans que rien ne semble la freiner...

Voilà donc depuis une bonne dizaine d'années, le Pays Basque confronté à deux enjeux majeurs de plus en plus compliqués à aborder, l'urbanisation et la mobilité. Entre la deuxième moitié du XIXe siècle et aujourd'hui, la population d'Iparralde est passée de 176 677 habitants à 315 000 habitants. Entre partants (quelque 7 000, jeunes 15-29 ans pour moitié) et arrivants (quelque 11 000, trentenaires-quadrans-quinquagénaires pour la plupart), Iparralde abrite grosso modo 3 000 habitants supplémentaires chaque année explique Denis Caniaux. Le directeur de l'Agence d'Urbanisme des Pyrénées-Atlantiques (AUDAP) l'écrit dans l'ouvrage « Basques, comme vous avez changé » paru dernièrement chez Elkar (1). Cette tendance semble-t-il solidement ancrée, nécessite de sérieux ajustements en matière d'urbanisme, de logement et de circulation, sans qu'à ce jour la solution miracle (sans doute n'y en a-t-il pas) ait été imaginée. Autant dire que sur la Côte Basque la vie quotidienne et l'environnement de chacun en paient un lourd tribut.

Cacophonie inimaginable

L'on vient ainsi de remodeler une partie de l'agglomération du BAB pour y accueillir le Tram'bus tout électrique (il tient d'ailleurs beaucoup plus du bus que du tram), et tenter de désengorger quelques-uns des goulots

d'étranglement qui paralysent l'automobiliste au heures de pointe. L'on construit à tout vat, de façon désordonnée, trop souvent sans la moindre recherche apparente d'intégration et d'harmonie, entre le déjà-bâti, le neuf en



BABko bide bazterretan, egoitzak sortzen onddoak bezala.

cours de bâti et les projets qui s'annoncent.

Ce n'est pas le petit aménagement paysager, réalisé récemment au rond-point de l'Union à Anglet, qui changera la donne. Pour heure en effet, le pire se trouve sur Anglet (axe Bayonne-Saint-Jean-de-Luz), sur la partie empruntant l'ex-RN10, dans sa portion allant du rond-point du Cadran (proche de l'hyper

Leclerc) jusqu'aux Cinq-Cantons, à deux pas de l'Hôtel de Ville anglois. Des centaines d'appartements y ont été livrés dans une cacophonie architecturale à peine imaginable. Aucun charme. D'autres le seront d'ici

quelques mois, par centaines également. Le tout dans un déploiement de panneaux plus racoleurs les uns que les autres, vantant les mérites des promoteurs et bâtisseurs ayant investi ce lieu incontournable. Un site « en mutation » dit-on pudiquement, aux antipodes d'une « cité idéale » propice à l'apaisement, qui pourrait être le fruit d'un urbanisme et d'une architecture débattus et partagés entre population, institutions et professionnels concer-

nés. Voir l'exemple édifiant de Bilbao à cet égard.

Une mue qui défigure

Ainsi donc, sur cette portion de grand axe structurant de l'agglomération du BAB en plein chambardement, les façades (sauf

exception) butent quasiment sur la chaussée empruntée par le Tram'bus, mis en service le 2 septembre 2019. Inutile par contre d'y chercher la moindre piste cyclable. Il n'y en a pas. L'une des explications apportées est que le projet initial porté par la mairie d'Anglet, (il datait d'une dizaine d'années semble-t-il) n'aurait rien prévu en la matière... Pas de piste cyclable non plus, sur la voie du BAB, autre grand axe urbain structurant, où la vitesse maximale a pourtant été abaissée à 50 km/heure. 433 cyclistes l'ont emprunté le dimanche 8 décembre, afin de dénoncer cette carence et d'apostropher les maires de Bayonne, Anglet et Biarritz...

De Bayonne à Hendaye (dont la municipalité pense grossir jusqu'à 20 000 habitants, en préservant l'architecture basque), l'ex RN 10 se transforme imparablement en boulevard urbain banalisé et saturé C'est malheureusement déjà le cas à Bidart, c'est aussi le cas de Guéthary à Saint-Jean-de-Luz et de Ciboure à Urrugne-Béahobie ... A quand un grand débat lancé par l'Agglomération Pays Basque sur cette mue qui défigure la Côte Basque ? Qui voudra, ou pourra, l'arrêter ?

Amikuztarra

(1) « Basques, comme vous avez changé. 50 ans qui ont transformé le Pays Basque. 1970-2020 ». Cordonné par Michel Garicoix et Philippe Velche

Ce pays ne manque pas d'énergies!

Xavier Cabillon, gérant d'une centrale hydroélectrique familiale à Banca se bat pour maintenir et développer cette source d'énergie durable. Patxi Bergara est l'un des promoteurs d'Energia, le premier fournisseur local d'énergies renouvelables. Entre urgence climatique, entraves administratives, vision et projets d'avenir, ils font face aux contradictions du quotidien et défendent un modèle vertueux liant énergies renouvelables produites localement et emplois induits dans le territoire. Cet entretien a eu lieu un jour de forte intempérie qui met en évidence un risque climatique à transformer en opportunité.

Produire et fournir des énergies renouvelables : deux ambitions complémentaires

Quel est votre métier ?

Xavier Cabillon : je suis un producteur d'énergie renouvelable. En 1960, mon grand-père créa la première centrale hydroélectrique, dans le cadre d'une activité piscicole. En 1970, fut créée une unité à Banca.

Patxi Bergara : Energia est un fournisseur d'énergies renouvelables.

Que signifie être fournisseur ?

Patxi Bergara : il convient d'abord de préciser les 3 activités du secteur de l'électricité : la production assurée par EDF, mais aussi des producteurs indépendants, la partie fournisseur qui dispose soit d'une unité en propre, soit qui achète de l'électricité à des producteurs et la partie distribution transport assurée par Enedis et RTE. Les marchés des producteurs et des fournisseurs se libéralisent. Celui de la distribution demeure public. En tant que fournisseur, Energia doit utiliser le réseau public qui est contrôlé à 100% par Enedis, en Pays Basque.

Xavier Cabillon : Autrefois, EDF produisait, achetait l'énergie, assurait le transport et la vente. Désormais, EDF est coupé en 2. En 2008, est né Erdf, sur la partie distribution, alors qu'EDF demeure un producteur et un fournisseur. Puis ERDF est devenu Enedis. L'Europe a provoqué la libéralisation de ce marché.

Comment est née la démarche Energia ?

Patxi Bergara : en 2014, nous avons décidé de lancer une dynamique citoyenne de réappropriation de l'énergie. La production et la fourniture était très centralisée. Mise à part quelques initiés, les gens faisaient confiance aux opérateurs historiques. Pour intéresser la



population, il fallait créer une société de production. En Octobre 2014, forts de 500 actionnaires, nous avons lancé une démarche très pragmatique.

Il s'agissait d'I-Ener. En quoi avez-vous agi de façon pragmatique ?

Patxi Bergara : nous nous sommes lancés dans le photovoltaïque qui était pour nous, le plus

simple, sur le plan réglementaire et qui exigeait le moins de compétences techniques. Nous avons créé à ce jour, 16 centrales photovoltaïques.

Vous franchissez une nouvelle étape avec Energia ...

Patxi Bergara : Energia est devenu fournisseur

démarré son activité ?

Patxi Bergara : Il s'agit d'un domaine très réglementé. En avril de cette année, nous avons obtenu l'agrément de l'autorité publique, pour lancer cette nouvelle aventure professionnelle. Energia a véritablement commencé son activité, en juillet dernier.

Il s'agit déjà d'une belle aventure humaine, depuis les débuts d'I-Ener ...

Patxi Bergara : 10 fondateurs sont à l'origine d'I-Ener. Le premier noyau était constitué de 3 personnes. Nous nous étions rencontrés via des réunions militantes, dans le cadre d'Euskal Moneta. Sans le savoir, chacun s'était adressé à Goiener, une coopérative de ce secteur, en Gipuzkoa. Goiener a facilité notre rencontre et nous avons créé une dynamique fructueuse, depuis lors.

Xavier Cabillon : en parlant un peu d'histoire, les premières énergies renouvelables, en France ont été des moulins équipés pour produire de l'hydroélectricité. Début du 20^{ème} siècle, les centrales hydroélectriques étaient devenues les énergies renouvelables, par excellence. Suite à la crise pétrolière de 1973, nous sommes rentrés dans le tout nucléaire, pour assurer l'indépendance énergétique de la France. Maintenant, on essaie de fermer des centrales nucléaires en raison de leur impact, avec un retour affiché vers les énergies

d'énergie, en 2018. Là encore, nous avons agi de façon pragmatique. C'est une porte d'entrée pour faire comprendre aux gens l'activité énergétique. Les clients reçoivent les factures à régler des fournisseurs d'électricité, comme Energia. Par ce biais, il est plus aisé de nous connaître, pour faire de la pédagogie.

Quand est-ce qu'Energia a véritablement

renouvelables, avec d'autres techniques qui constitueraient un mix énergétique. Il faut rattraper le temps perdu. Nous devons agir et aller très vite. Comment faire sans prendre 3°C de réchauffement climatique ? Il faudra également assurer une sobriété et efficacité énergétique. Si l'énergie renouvelable doit répondre au gaspillage énergétique, cela ne sert à rien. Une autre dimension : on parle chiffre, on parle production, il faut surtout assurer un avenir pour notre territoire.



Vendez-vous votre électricité hydro-électrique à Enargia ?

Xavier Cabillon : non, j'ai un contrat « obligation d'achat » de 20 ans avec EDF. Pour l'instant, il m'est impossible d'avoir un contrat de vente avec Enargia, puisqu'EDF a l'exclusivité d'achat de notre électricité.

Et I-Ener vend-t-il sa production électrique à Enargia ?

Patxi Bergara : non pour les mêmes raisons !

D'où provient l'énergie fournie par Enargia ?

Patxi Bergara : pour l'instant, nous n'avons pas de production venue Pays Basque. Là encore, le pragmatisme prime. Nous avons signé un accord

avec l'union des producteurs locaux d'électricité du Béarn qui regroupe des producteurs d'électricité propre en Béarn. Cela demeure une source d'énergie locale. D'abord, la priorité était de créer Enargia. Pour l'avenir, nous ambitionnons d'autres sources énergétiques, comme l'éolien. Nous avons l'ambition de créer de nouvelles unités. Mais malgré les discours, l'incitation en faveur des renouvelables reste très faible.

Un potentiel énergétique considérable

Quelle est la part des énergies renouvelables en Pays Basque ?

Patxi Bergara : Selon la Communauté d'Agglomération Pays Basque, 1% des besoins énergétiques du Pays Basque nord seraient assurés par les énergies renouvelables, en prenant en compte les 3 sources énergétiques que sont l'électricité, le pétrole et le gaz. 12% du besoin électrique vient des énergies propres. Un long chemin reste à parcourir.

Xavier Cabillon : dans ce bouquet d'énergies propres, l'hydroélectricité continue à être prédominante, avec une part de plus de 41% du total d'entre elles.

Quels sont les gisements potentiels ?

Xavier Cabillon : Le bois est utilisé depuis longtemps en Iparralde. Mais un nouveau souci pointe. Les nouvelles normes RT vont complexifier l'usage surtout dans les zones urbaines. La Communauté Pays Basque fait le point actuellement sur l'hydroélectricité dans le cadre du Plan climat local. Nous verrons les marges de progression. Tout cela a du mal à se développer. Nous sommes entravés par l'Administration.

Patxi Bergara : il y a un potentiel pour toutes les

énergies, en Pays Basque, même si des régions ont un meilleur rendement que nous, dans le solaire ou l'éolien. Mais partout, nous faisons face à des contraintes administratives. Un projet éolien a été refusé par le ministère de la Défense, en Oztibarre. Pour des projets photovoltaïques, nous sommes confrontés aux Bâtiments de France.



Actuellement, un projet sur les métiers de la mer, notamment l'énergie marine est en cours d'élaboration, à Biarritz.

Xavier Cabillon : L'énergie hydrolienne est également une piste à suivre. Néanmoins, dans l'éolien offshore, comme dans d'autres grands projets, les distances à parcourir pour le transport d'électricité sont tellement grandes que cela crée une perte d'énergie considérable. C'est également le problème des centrales nucléaires. Celle de Blaye est à environ 250 km d'ici. Cela provoque beaucoup de déperdition.

L'énergie de proximité permet d'éviter cette perte d'énergie ...

Patxi Bergara : Oui, cela n'a aucun sens de nous entraver à ce point. Rien que pour l'éolien, le développement de projets dans le couloir marin est impossible, idem en zone montagne. Et entre les deux, comme en Oztibarre, nous avons affaire à un couloir aérien réservé à l'Armée !

Xavier Cabillon : d'une part, l'Etat français oblige le

Campagne de Développement d'Enargia

Patxi Bergara : nous poursuivons deux objectifs : 1500 clients en un an et une levée de fonds populaire de 120 000€.

Nous avons débuté la campagne avec 6 mois de retard. Les accords administratifs pour lancer notre activité ont été obtenus plus tardivement que prévu.

Cela ne compromet pas pour autant votre développement ?

Patxi Bergara : non, nous avons d'ores et déjà 800 clients, mais nous pouvons faire bien mieux et atteindre les 2000 à 3000 clients si notre réseau d'adhérents fonctionnait à plein. L'objectif de 120 000€ avait été fixé pour la fin de l'année, pour envisager sereinement la suite. Pour l'année prochaine, nous avons de belles perspectives suite à un contrat passé avec la Communauté Pays Basque, avec 229 sites répartis dans les bâtiments de la Communauté Pays Basque, mais aussi les villes de Bayonne, Anglet, Biarritz, Ostabat, Bidart, les bâtiments de Bil ta Garbi, Ascain, Ciboure ou St Palais. Sont également inclus les pépinières d'entreprises, dont Lutxiborda, ou Izarbel, mais aussi la Gare du Midi. Nous avons également des contrats pluriannuels avec des entreprises comme, Sokoa, Laffitte ou encore moulin de Bassilour. En Iparralde, selon nos calculs, le marché des particuliers tourne en gros autour de 250 millions d'euros. Autant que cet argent soit consommé sur place et profite au territoire !

Pour en savoir davantage et/ou participer à l'initiative Enargia : <https://www.enargia.eus/fr/>

Pays Basque à adopter un plan climat air énergie et d'un autre côté, il crée lui-même des contraintes qui empêchent de mener à bien ce plan !

Patxi Bergara : comme dans d'autres sujets, certains services ignorent que d'autres ont pris d'autres mesures qui sont contradictoires !

Nous sommes en zone d'élevage. Pourtant, la méthanisation avance peu. Pourquoi ?

Patxi Bergara : Canopia a une unité de méthanisation, en Pays Basque nord. De façon générale, la méthanisation doit s'intégrer dans une démarche déjà existante et éviter des dérives comme en Allemagne, à savoir créer des fermes dont le but premier est de produire de la méthanisation et non élever des animaux dont les excréments seraient utilisés à cette fin.

Il faudrait booster ces filières à énergies propres !

Patxi Bergara : Enargia a toute sa place à ce niveau. Mais les pouvoirs publics ne sont pas bon dans la nouveauté. Nous sommes un levier, qui permet d'avancer de façon regroupée, avec tous nos adhérents. Bizi a également poussé dans le bon sens, pour que la Communauté Pays Basque crée une vice-présidence, dédiée à la transition énergétique et écologique.

Et que font les pouvoirs publics ?

Patxi Bergara : il faut aider ce qui existe avec des politiques volontaristes. Ils réalisent des études. Mais l'action n'est pas portée par eux pour l'instant. La Communauté Pays Basque a néanmoins d'idée de créer une Société d'Economie mixte, dédiée aux énergies renouvelables.

Xavier Cabillon : Il est vrai que la Communauté Pays Basque est toute récente. Le PCAET (Plan Climat Air Energie territoire) doit nous permettre de



Xavier Cabillon, Bankako hidroelekttrizitatearen kudeatzailea

connaître le potentiel et les ressources pour avancer. Un bilan général est nécessaire. Est-ce qu'il va falloir revoir notre mode de vie ? Notre monde est très énergivore. A chaque instant, nous-mêmes utilisons des ordinateurs, des écrans, des téléphones mobiles, ...

L'autoproduction d'énergies renouvelables, à titre personnel ou entre voisins. Une piste supplémentaire qui devient faisable

Que pensez-vous de l'autoproduction personnelle d'électricité ou entre voisins ?

Xavier Cabillon : nous n'avons pas à dire non à ce type d'initiatives. Tout ce qui va dans le sens des énergies propres et locales doit être exploité. Face à l'urgence climatique, nous ne pouvons pas nous payer le luxe d'écarter ces projets. Qu'il s'agisse d'un moulin récupéré dans un quartier, ou le bois d'une zone rurale avec une gestion agroforestière locale. Toutes les initiatives sont bonnes à prendre.

Patxi Bergara : je partage entièrement ce point de vue. Jusqu'à maintenant, cela n'était pas facile,

mais la législation évolue en ce sens. Cela fait partie des pistes à développer.

On peut imaginer des panneaux photovoltaïques utilisés entre voisins ?

Patxi Bergara : le photovoltaïque est utile en journée. Il est adapté au développement du télétravail. Ensuite, il est nécessaire d'agrandir le rayon, en la matière. Nous devons saisir toute possibilité de sortir du carcan du tout nucléaire.

Xavier Cabillon : je suis totalement favorable à cela. Lors de journées à forte intempérie comme aujourd'hui, nous apprécierions d'autant plus l'autoconsommation.

Patxi Bergara : actuellement, il y aurait 110 000 coupures d'électricité, à cause de la violence du vent.

L'administration : une entrave à surmonter

Comment amener l'administration à devenir plus sage ?

Patxi Bergara : La discussion et le lobbying seront indispensables.

Xavier Cabillon : il faudrait responsabiliser les fonctionnaires de l'Administration. Ils devraient être responsables de leur décision. Ils agissent au nom du préfet. Mais les préfets passent et ces gens-là, eux, restent, en adoptant toujours les mêmes décisions. Ils devraient regarder l'intérêt général et rendre compte de leur décision. On nous oppose l'écologie à écologie et au bout du compte, notre lutte territoriale contre le dérèglement climatique n'avance pas !

Comment peut se traduire ce lobbying ?

Xavier Cabillon : Nous devons monter une structure territoriale de tous les acteurs des énergies renou-

velables. Chacun est dans son coin, que fait le SDEPA ? qui est le représentant de la méthanisation ? Dans les démarches du Conseil de Développement, je me retrouve parfois un peu seul. Il nous manque une structure fédératrice et collective des producteurs d'énergies renouvelables.

Patxi Bergara : nous participons aux réunions organisées par la Communauté Pays Basque. Nous devons et nous créerons cette structure collective.

Croissance économique et objectifs climatiques

La croissance économique actuelle de 1 à 2, voire 3% et l'urgence climatique sont-elles compatibles ?

Patxi Bergara : pour moi, si on relocalise, on créera de l'emploi, mais, il faut passer d'un modèle de grosses unités centralisées, à celui de petites unités, présentes dans les territoires.

Xavier Cabillon : nous aurons également besoin d'emplois de maintenance, aux côtes de ces petites unités. C'est la piste à suivre. Elle serait plus vertueuse que le système actuel qui n'est pas bon. Combien y a-t-il d'emplois induits autour de centrales nucléaires, comme Blaye ou Golfech ? Cette énergie extérieure n'apporte aucune plus-value en termes d'emplois dans nos territoires. De plus, ne mettons pas tous les œufs dans le même panier ! Dans un système de mix énergétique éparpillé dans notre territoire, lorsqu'une structure ne fonctionne pas, celle d'à côté peut prendre le relais, tandis que pour une centrale nucléaire, les conséquences d'un arrêt sont bien souvent inquiétantes. En termes d'économie énergétique, la production locale permet aussi de réduire les pertes en ligne et donc le coût d'acheminement.

Mémoire Historique ou l'« Histoire enterrée »

Le lehendakari urkullu souhaite susciter la création d'un réseau mondial de lieux de mémoire

2019 aura été marquée par l'évocation du 80^e anniversaire de la Retirada, l'exil vers la France (via le Perthus en Catalogne) de centaines de milliers d'Espagnols dès février 1939. Quelques-uns d'entre eux d'ailleurs, trouvèrent un toit dans le centre d'internement du Polo Beyris où moururent une trentaine d'enfants notamment. La municipalité de Bayonne leur a rendu hommage en janvier dernier au cimetière Saint-Léon.

2019 a aussi signifié le 80^e anniversaire de la fin de la guerre civile dont l'Espagne et le Pays Basque connaissent toujours des séquelles. A preuve, l'exhumation, puis le transfert très controversé de la dépouille du général Franco, du Valle de los Caídos, vers Mingorrubio, cimetière de la périphérie madrilène, plus discret que le mausolée devenu lieu de pèlerinage, où il gisait depuis 1975.

Congrès international en gestation

Revitaliser le devoir de mémoire à l'intention des nouvelles générations, reste une volonté clairement affichée en Euskadi. Le lehendakari Urkullu y a récemment lancé l'idée d'un réseau mondial de sites de mémoire, allant du mémorial ESMA de Buenos Aires à l'Institut basque Gogora « pour la mémoire, le vivre-ensemble et les droits humains ».

ESMA nous renvoie à l'ancienne Ecole Supérieure de Mécanique, lieu d'enfermement et de torture sous la dictature militaire argentine, transformé en musée de la paix. Récemment, lors d'une visite à Bilbao, ses dirigeants y ont rencontré Iñigo Urkullu et leurs homologues de Gogora, dans l'intention d'organiser un premier

congrès mondial, consacré aux politiques publiques mémorielles déployées par les institutions en divers points de la planète.



Iñigo Urkullu, munduko memoria sare horren bultzatzailea

Au fil des ans, Euskadi a effectivement, noué de nombreux liens à l'étranger, que ce soit avec des villes japonaises et allemandes comme Hiroshima, Nagasaki et Dresde (familières des commémorations du bombardement de Gernika), Auschwitz en Pologne, New York aux USA, avec l'Irlande...

En Euskadi, la journée rituelle de la Mémoire Historique fixée au 10 novembre est célébrée au Parlement basque par les partis qui y siègent. Exceptionnellement fixée au 14 novembre cette année, tous sauf le PP, y ont participé. La question de la Mémoire historique (s'appuyant sur la loi Zapatero de décembre 2007) a été portée sur

le devant de la scène sans être consensuelle, ni dans son principe ni dans le contenu que chacun lui donne (1). En Euskadi de grandes divergences s'affichent entre PNB, Sortu, PP... Les discussions autour de l'avant-projet de Ley de Memoria Historica y Democratica de Euskadi, discuté récemment au Parlement de Gasteiz, l'ont prouvé.

13 sites de mémoire protégés en Navarre

La Navarre (3000 fusillés durant la guerre civile) s'efforce elle aussi, de prendre l'initiative dans ce domaine de l'Histoire « enterrée ». C'est le cas en Navarre, où depuis juin dernier, la province compte 13 sites officiels de mémoire.

Soit, le parc de la mémoire de Sartaguda, le gouffre d'Otsoportillo, la fosse d'Olabe, le mémorial de la route d'Igal à Vidangoz), le mémorial des fosses Del Perdon, la sculpture en mémoire des femmes victimes de la guerre de Peralta, les fosses de la Tejeria à Monreal et de Valcadera à Cadreita, la fosse du sommet de Las Tres Cruces à Ibero, le sentier de grande randonnée GR 225, la carrière d'Argaitz à Bera de Bidasoa, le Parc de la Mémoire à Etxauri et la stèle en mémoire de German Rodríguez (assassiné par la police lors des Sanfermines de 1978), associée à la sculpture Gogoan de Pampelune. Tous ces lieux doivent bénéficier de protections particulières.

Une mémoire toujours polémique

En Euskadi rappelons-le, la journée officielle de la Mémoire Historique fixée au 10 novembre, célébrée au Parlement basque, concerne tous

les partis. Exceptionnellement célébrée le 14 novembre cette année, tous y ont participé PP excepté. Les polémiques pullulent. Comme par exemple, autour du projet éducatif didactique « Henrenegun ! », destiné au secondaire en Euskadi. Il ne parvient à trouver grâce ni auprès de Covite (association de victimes) ni du PP qui en est proche. Consacré aux « années de plomb » liées à la violence d'ETA, l'on reproche au document son « indulgence » vis-à-vis de l'organisation armée.

Un film a néanmoins fait l'unanimité cet automne : la production basco-andalouse, «La trinchera infinita» («La tranchée interminable») au Zinemaldia de Saint-Sébastien (sur les écrans espagnols depuis le 31 octobre). Elle nous ramène à la guerre civile espagnole où des centaines de républicains trouvèrent refuge dans des galeries souterraines, des «zulos» et des caches secrètes aménagées dans des habitations, afin d'échapper aux représailles de leurs ennemis. Un film inspiré par l'histoire vraie du «topo» Manuel Cortés, l'un de ces «hommes taupes», resté caché pendant 30 ans, à Mijas en Andalousie.

Jusqu'à ce qu'en 1969, un décret du Conseil des ministres espagnol déclare la prescription de tous les crimes de guerre. Les auteurs en sont Jon Garaño, José Mari Goenaga et Aitor Arregi, consacrés grâce à leurs films récents, «Loreak» et «Handia».

Amikuztarra

(1) La Loi Zapatero de «Memoria Historica» concernait la période guerre civile-dictature et les réparations dues aux victimes de violences.

L'école Larrun prépare une nouvelle génération transfrontalière

Le lycée français de San Sebastian avait fermé en 1998. Un nouveau lycée, basque-français cette fois-ci, ouvrira ses portes pour la prochaine rentrée scolaire, en 2020-21. Il devra encourager une génération trilingue à vivre et travailler des deux côtés de la Bidassoa.

Les spécialistes de la question connaissent bien le problème. Les échanges économiques, notamment dans l'industrie et le tourisme sont freinés par le manque de locuteurs francophones en Guipúzcoa et plus généralement en Espagne. Pour répondre à cet enjeu, un nouvel établissement verra le jour en 2020 pour proposer des programmes intégrant le français, une offre qui n'existait plus chez nos voisins guipuzcoans depuis la fermeture du Lycée français en 1998.



Iñigo Urkullu eta Jean René Etchegaray, Bidasoako bi aldeetako egitasmo askoren bultzatzaileak

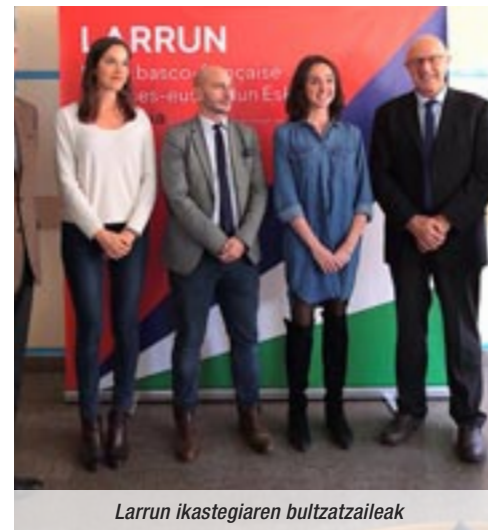
L'idée est née il y a plus de quatre ans, lorsque l'association Echanges Pays Basque, en Iparalde, qui compte dans ses rangs des membres de Hegoalde, a commencé à travailler l'idée d'une école française à Donostia.

Cette association où l'on retrouve des responsables de grands groupes ou de l'administration travaille à soutenir les secteurs de l'économie, de la culture ou de l'éducation en Pays basque. Grâce à l'appui de l'Eurorégion Nouvelle Aquitaine-Euskadi-Navarre, leur projet a vu le jour pour contribuer au développement de nouvelles relations transfrontalières.

Le français et le basque : une demande récurrente

Les promoteurs du projet ont organisé une rencontre avec les parents intéressés par le sujet. Le projet a évolué depuis, donnant une plus grande importance à l'euskara. Le projet est devenu celui d'un lycée basque-français dans l'Eurorégion, un projet dans lequel les enfants apprendraient les trois langues officielles de cette zone géographique : français, basque et espagnol.

L'objectif est qu'ils atteignent l'âge de 18 ans, en connaissant les trois langues mais aussi la culture des deux côtés de la frontière. Cela leur



Larrun ikastegiaren bultzatzaileak

permettra de choisir plus facilement l'endroit où ils souhaitent poursuivre leurs études et de trouver du travail dans un domaine où la connaissance des trois langues est déterminante.

C'est un projet très différent de l'ancien lycée français de Donostia qui appartenait, comme celui de Bilbao actuellement, au réseau des établissements français de la Péninsule ibérique.

Le projet de lycée basque-français devra plutôt

répondre à tout ce que le gouvernement basque exige, avec l'euskara comme langue fondamentale et avec les autres langues en plus. Le choix s'est porté sur l'ouverture de trois classes de maternelle. L'enseignement sera donné en totale immersion en langues basque et française pour progressivement augmenter l'offre et arriver à préparer et passer un Bachi Bac c'est-à-dire un diplôme en section bilingue et trilingue (basque, espagnol et français).

Ce Bachi-Bac permettra aux élèves de faire des études supérieures en France et en Espagne. L'école Larrun sera installée dans les locaux du centre Karmelo, face au stade Anoeta de Donostia. En janvier 2020, débutera le recrutement des enseignants. Les inscriptions des élèves peuvent déjà se faire sur le site liceovascofrances.com.

Txema



Kauldi Samoreau : « le problème de l'équité des retraites n'est pas réglé »

Kauldi Samoreau, notre burukide en charge des Affaires sociales nous présente de façon simple et pédagogique l'épineux dossier de la réforme des retraites. Nous vous invitons à consulter notre site : www.eaj-pnb.eus pour lire la suite et la fin de cet entretien.

2 motivations pousseraient le gouvernement à réformer le système de retraite : le rendre plus universel et donc plus égal entre les Français et corriger la tendance déficitaire de l'actuel système. Qu'en pensez-vous ?

Emmanuel Macron veut mettre fin à la multiplicité des régimes de retraite et créer un système unique avec les mêmes règles pour tous les travailleurs, quel que soit leur statut. L'objectif est de remédier à la complexité du système actuel, et aux inégalités qu'il génère dans les âges de départ à la retraite et sur le montant des pensions. Il propose la mise en œuvre d'un système universel de retraite proche du système « par points », où un euro cotisé ouvrira les mêmes droits à tous.

« Ni le caractère obligatoire du système, ni le principe de la retraite par répartition ne seraient remis en cause ».

Même si sa proposition est souvent reprise sous l'appellation « retraite par points », Emmanuel Macron envisage en réalité un régime légèrement différent. Il préférerait un système dit « des comptes notionnels », appliqué notamment en Italie et en Suède. Dans ce système, on imagine que chaque actif dispose d'un « compte virtuel » sur lequel est versé l'ensemble de ses cotisations. C'est

ce « capital virtuel » accumulé qui sera finalement transformé en pension de retraite grâce à un « coefficient de conversion ». Ce coefficient prend en compte deux facteurs : l'âge de départ à la retraite et l'espérance de vie de



Baionan ere manifestaldi jendetsua, joan den Abenduaren 17an © France 3 Régions

chaque génération au moment du départ. En divisant le capital virtuel accumulé par ce coefficient, on obtient le montant de l'annuité.

Ni le caractère obligatoire du système, ni le principe de la retraite par répartition ne seraient remis en cause. Le compte est bien virtuel et les cotisations des actifs paient toujours les pensions des retraités. L'ancien ministre de l'économie assure que cette réforme permettrait surtout une plus grande liberté dans la gestion des carrières puisque les changements de statuts seraient facilités. Il affirme également que les « accidents » de

carrière ne seraient plus pénalisés car la durée de cotisation n'aurait plus d'importance. Seul le montant du « capital virtuel » accumulé déciderait du montant de la pension de retraite.

« le calcul du coefficient de conversion inciterait globalement à travailler plus longtemps »

Dans un régime par points, le montant des retraites n'est pas garanti (comme il l'est actuellement) puisqu'il varie en fonction de la « valeur du point » dans le système classique, ou du « coefficient de conversion » dans le système de comptes notionnels. En 2010, le Conseil d'orientation des retraites avait simulé un passage à la retraite par points mais avait souligné la difficulté à en évaluer les effets sur les pensions, qui dépendent notamment de la définition du coefficient.

En outre, le calcul du coefficient de conversion inciterait globalement à travailler plus longtemps :
- il prend en compte l'âge de départ : plus

une personne décide de prendre sa retraite tard, plus sa pension est élevée.

- il prend aussi en compte l'espérance de vie de la génération à laquelle appartient l'assuré. Maintenir un niveau fixe de pension si l'espérance de vie augmente supposerait donc de retarder l'âge de départ à la retraite.

La seule différence est qu'il reviendrait à chacun de « choisir » entre travailler plus longtemps et avoir une meilleure pension, ou partir plus tôt avec une pension moindre. Autrement dit, plus aucun gouvernement n'aurait à légiférer sur l'épineuse question de l'âge de départ à la retraite.

« le déficit du système pourrait atteindre entre 7,9 milliards et 17,2 milliards d'euros en 2025 »

Sur le plan du financement, selon un rapport du COR publié en novembre, le déficit du système pourrait atteindre entre 7,9 milliards et 17,2 milliards d'euros en 2025.

Les équilibres du système de retraites sont en grande partie liés à la démographie. Or, le vieillissement de la population n'est pas près de s'arrêter, bien qu'il doive ralentir un peu, comme le détaille le Conseil d'orientation des retraites dans son rapport de juin 2019.

Dans un régime de retraites par répartition (qu'il soit universel à points ou équivalent au système actuel), cela signifie qu'une plus petite proportion d'actifs doit financer les retraites d'un plus grand nombre de retraités.

Globalement, en plus du « flou artistique » du gouvernement dans ses déclarations, les incertitudes actuelles sur le projet laissent penser qu'une baisse inéluctable des pensions surviendra dans les années à venir. De plus, la mise en place du nouveau système ne semble pas pouvoir résoudre la question du financement.

Le système à points peut paraître plus simple, mais il ne règle pas tous les problèmes, notamment celui important de l'équité entre les cotisants. Les bas salaires seront finalement défavorisés au bénéfice des classes sociales élevées.

Pouvez-vous décrire l'actuel système dans ses grandes lignes ?

Le système de retraite français fonctionne comme une assurance collective. Les travailleurs et les employeurs financent les caisses de retraite en s'acquittant de cotisations prélevées sur leurs revenus. Ces sommes servent ensuite à payer les pensions de retraite.

La durée d'activité (calculée par trimestre), le niveau de revenus et toute une série de facteurs sont pris en compte dans le calcul de la pension d'un retraité. Mais elle n'est pas directement payée par les sommes que cette personne aurait elle-même versées. C'est le « pot commun » alimenté par la population active qui paie les pensions des personnes effectivement à la retraite.

« Le régime général des salariés du privé est le plus courant : plus de 80 % des retraités en bénéficient »

La France est réputée pour la complexité de son système de retraite, si bien qu'il est compliqué de parler « d'un » régime de retraite. Il existe des régimes différents, selon que l'on travaille pour le secteur privé ou dans la fonction publique, que l'on est salarié ou indépendant ; sans compter les divers régimes spéciaux (marins, clercs, SNCF, RATP, Comédie française, Banque de France...). En tout, le pays compte plus d'une trentaine de régimes, répartis entre régimes de bases et régimes complémentaires.

Il existe aujourd'hui 42 caisses de retraite en France. Le régime général des salariés du privé est le plus courant : plus de 80 % des retraités en bénéficient. Viennent ensuite la Mutualité sociale agricole (MSA), pour les travailleurs agricoles, et le régime des indépendants (ex-RSI).

Derrière ces trois grandes caisses de retraite, il y a la grande famille des régimes « spéciaux ». Certains concernent la fonction publique, d'autres des entreprises et établissements publics, comme la SNCF et la RATP, et d'autres encore des professions libérales, comme celle des avocats.

Sans oublier les caisses complémentaires, obligatoires pour les salariés, qui versent une pension supplémentaire à certaines catégories de travailleurs. La plus répandue est l'Agirc-Arrco, la complémentaire des salariés du privé. Cet étage ajoute un peu plus de complexité au système puisque ces caisses ont elles aussi leurs propres règles de fonctionnement.

« La retraite à taux plein est cependant automatique à partir de 67 ans »

Malgré les différences qui existent entre chaque régime, ils sont globalement régis par trois grands principes du système de retraite : -il est obligatoire : toute personne qui travaille cotise pour la retraite, sans possibilité d'y déroger. Pour les salariés, ces cotisations



sont prélevées sur le salaire brut et acquittées par l'employeur ;

- c'est un système par répartition : les cotisations des actifs paient les pensions des retraités, dans une logique de solidarité intergénérationnelle. A l'inverse, dans un régime de retraite par capitalisation, chaque actif accumule un capital qui servira à payer sa propre retraite ;

- il est « contributif » : les pensions de retraites sont proportionnelles au montant des cotisa-

tions versées durant la carrière. Chacun est obligé de cotiser durant une durée déterminée pour valider des « semestres » ou « annuités ». Si ces conditions sont remplies, un montant de pension est garanti (50 % du salaire moyen des 25 meilleures années).

Tout le monde peut prendre sa retraite à 62 ans : c'est l'âge légal de départ. Mais cela ne garantit pas pour autant de bénéficier d'une pension à taux plein (50 % du salaire annuel de référence) : elle n'est accordée qu'à condition d'avoir cotisé suffisamment longtemps.

La durée exigée varie selon les générations : elle est fixée à 41 ans et 9 mois pour les actifs nés en 1958, et atteint 43 ans pour ceux qui sont nés en 1973 et après. La retraite à taux plein est cependant automatique à partir de 67 ans (pour les personnes nées en 1955 et après) : c'est ce qu'on appelle l'âge du taux plein.

Les personnes parties à la retraite en 2017 avaient en moyenne 62 ans et 1 mois. Près de deux sur trois avaient 60, 61 ou 62 ans. Ces situations varient cependant d'un régime à l'autre : environ 7 % des nouveaux retraités avaient moins de 60 ans, mais il s'agit essentiellement de bénéficiaires de régimes spéciaux (ils sont moins de 1 % à l'avoir fait dans le régime général cette année-là). Enfin, un peu plus d'un nouveau retraité sur dix avait plus de 65 ans.

Lisez la suite de l'entretien sur :

www.eaj-pnb.eus

Notre identité culturelle, c'est aussi l'architecture

Les errances architecturales se multiplient sur l'ensemble du Pays Basque. Sur la Côte basque, des immeubles post-modernes ont surgi sans que l'on comprenne ce qu'ils viennent faire dans notre environnement. Il est grand temps que l'agglomération prenne le dossier en main pour préserver les identités architecturales de nos provinces. Elles sont notre source identitaire. Elles contribuent à pérenniser une culture basque ici et en dehors.

Qui n'a pas été choqué par les formes atypiques des nouvelles constructions sur le Pays basque ? Entre les maisons de type provençale en Soule et les immeubles sans âme d'Anglet, l'identité basque semble se perdre. Elle donne l'impression de se diluer dans une mesclagne à la fois insipide et rugueuse à la vue. Ailleurs, on idéalise l'etxe, la maison basque traditionnelle. Ici, les municipalités sont pressées par la demande. Elles laissent construire des résidences sans goût ni autre intérêt que d'y loger au plus vite ceux qui peuvent se le payer.

Certes, il est difficile d'associer le défi de l'accroissement urbain avec une cohérence terri-



Lapurdiko etxearen eredua

toriale identitaire. Il ne s'agit pas de tout normer, de tout figer comme dans un passé idéalisé mais d'établir des cadres minimaux qui permettent à chacun, ici et ailleurs, de comprendre une cohérence architecturale synonyme d'identité.

L'architecture est le défi des identités territoriales

Nous ne sommes pas les seuls à être confrontés à ce défi. Outre-Atlantique, la ville de Montréal réfléchit en ce moment-même à ces questions. La plus grande ville québécoise veut permettre aux citoyens de vivre conformément à leurs représentations de ce qu'est une ville nord-américain du Québec.

En France, c'est surtout les guerres qui ont permis de promouvoir une identité territoriale grâce à l'architecture. La vieille ville de Saint-Malo a été totalement reconstruite après-guerre et l'effort de la ville a justement été porté sur une cohérence architecturale de tout l'espace historique. D'aucuns disent qu'elle est encore plus belle aujourd'hui qu'auparavant. Toujours en France, Deauville a été totalement refaite après la seconde guerre mondiale. Le choix du style néo-normand a répondu aux représentations qu'avaient les familles parisiennes de l'identité normande. Un style devenu plus vrai que nature mais qui contribua aux développement touristique de ces deux régions à forte identité.

Les villes sont devenues un objet de communication, qui recourt au marketing urbain, pour augmenter sa visibilité. L'architecture devient un moyen de communication utilisé pour transmettre une identité visuelle. Les interventions sur un bâtiment historique révèlent autant le rapport identitaire de la société avec



Azkaine herri ederra

son histoire que celui avec le monde contemporain. Plus proche de nous, la ville de Bilbao et sa transformation post-moderne de ces 30 dernières années en témoigne. Les villes sont des messages qui traduisent des identités vers elles et vers les autres.

C'est à l'agglomération qu'échoie la responsabilité de ne pas gâcher les identités architecturales basques

Aujourd'hui, c'est à l'agglomération, à la Communauté Pays Basque de contribuer à cet effort identitaire. Le Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI) qui sert à orienter l'aménagement du territoire et mettre en cohérence ses différents enjeux (habitat, mobilité, activi-

tés économiques, environnement...), doit absolument corriger les errances de ces dernières années.

L'identité culturelle se construit dans l'histoire et sur un territoire cohérent. Les communes n'ont plus les moyens de juger seules de cet enjeu territorial. C'est au niveau de la Communauté Pays basque que l'on doit définir, avec les communes qui restent les premières intéressées, une cohérence territoriale respectueuse des spécificités de chacun des territoires de Labourd, de Basse-Navarre et de Soule.



Beñat Arrabit : « l'esprit du « travailler au pays » de Gurea doit continuer »

Beñat Arrabit, l'actuel maire jeltzale de St Martin d'Arrossa et vice-président de la Communauté Pays Basque est ébéniste de profession. Il porte le double regard du maire et du professionnel, sur la fermeture de Gurea, une entreprise issue d'un parcours militant et emblématique du défi actuel de la reprise d'entreprises.

Tout d'abord, un bref historique de l'entreprise Gurea ?

La société Gurea est implantée dans les locaux de Denek, l'ancienne coopérative ouvrière, créée en 1980. Denek bénéficiait de financements du groupe coopératif Mondragon. A l'époque, cela donna lieu une grosse bataille.

Quel était le cœur de cette bataille ?

L'Etat français avait bloqué les financements de cette entreprise. M. Heguy, le maire d'Arrossa de cette époque avait boycotté l'organisation des élections européennes de 1979, dans la commune. M. Dermit maire d'Ossès fit de même. Ils subirent une sanction, mais les financements finirent par être débloqués.

Quel fut le sort de la coopérative Denek ?

Il y avait 3500 m2 de bâtiments. C'était une grosse coopérative ouvrière de meubles. Ce secteur était porteur à ce moment-là. A cette époque, l'été, beaucoup d'ébénistes vendaient des meubles aux estivants. Leur chiffre d'affaire annuel en dépendait.

Pourquoi l'expérience Denek fut un échec ?

Le marché du meuble a chuté depuis lors. Ils étaient situés dès le départ, dans un segment de niche, celui du meuble massif.

Ajouté à cela une culture d'entreprise, un savoir-faire entrepreneurial moins fort, en Pays Basque nord, à l'époque. Denek n'a pas pu se faire une place dans ce marché.

Gurea prend le relais...

Denek betan a brièvement succédé à Denek. Puis, Gurea a pris la suite.



Gurea-ren saltegia Ortzazeko herrixkan

Le fonctionnement a-t-il changé entre Denek et Gurea ?

Oui, la coopérative ouvrière est devenue une coopérative artisanale. Chaque artisan était

directement responsable du résultat réalisé, contrairement aux coopérateurs de Denek. J'ai été membre de Gurea. Grosso modo, chaque artisan travaillait ses meubles, dans son atelier. Gurea commercialisait ensuite sous sa marque les produits de chaque artisan. Nous étions à la fois indépendants et liés surtout, dans la partie commerciale.

Pourquoi Gurea ferme-t-il ? Ont-ils un problème économique ?

Non, l'entreprise fonctionne bien. Plusieurs artisans sont à l'âge de la retraite. Les salariés actuels ne veulent pas reprendre cette entreprise. Les artisans cherchent sans succès, des repreneurs. Ils ont dû se résigner à mettre fin à cette aventure.

La commune est sur les rails pour acheter le bâtiment ...

Oui. L'activité économique doit continuer sur ce site, conformément à l'engagement des élus de l'époque. La commune avait rétrocédé le terrain à un franc symbolique, pour faciliter le lancement de Denek. L'esprit du travailler au pays porté par Gurea

doit continuer.

Gurea n'est-il pas un exemple emblématique du problème de la transmission d'entreprises, en Pays Basque nord ?

Oui, c'est un problème récurrent et grave qui concerne tous les secteurs d'activités, en particulier, le monde agricole. Cela est catastrophique au niveau environnemental, puisque les paysans entretiennent les montagnes, la nature en général. Partout, s'en suit une perte en savoir-faire, en réseaux. Des entreprises qui ferment, cela revient aussi à perdre l'entrée de devises dans ton pays. Tu perds cela. Donc le territoire est perdant, dans tous les domaines.

Que faire face à ce phénomène ?

La Chambre des Métiers a un service dédié à cette question avec les relais locaux des centres d'appui aux entreprises que sont Indar, en Basse-Navarre, l'Odace, en Soule et Aldatu, dans le pays d'Hasparren. Ce sont des fouineurs au plus près du terrain. Ils identifient bien en amont, les départs à la retraite, pour préparer au plus tôt, les transmissions d'entreprises. Mais cela reste un chantier considérable et crucial, pour l'avenir de l'économie du Pays Basque.

Sorginak, les sorcières en Pays Basque

« **Sorgina** » est le mot basque désignant le sorcier ou plus spécifiquement la sorcière. Les légendes en font les assistantes (ce sont très fréquemment des femmes) de la déesse mère Mari dans sa lutte pour donner un visage au mensonge..

Il est probable que ce terme dérive de « sor » + « gin » qui signifie « créateur, créatrice ». Ces femmes (et quelquefois leurs enfants, surtout s'il s'agissait de filles), appartenaient le plus souvent aux classes populaires. La grande majorité était de tous âges et de toutes conditions, et de diverses confessions religieuses, souvent sages-femmes ou guérisseuses. Leurs remèdes se basaient sur une pharmacopée traditionnelle, les « simples ». La population, essentiellement rurale, n'avait guère d'autre recours pour se soigner.

Sorginak : mythe ou réalité ?

Les sorciers et sorcières se réunissent la nuit du vendredi dans un lieu souvent appelé Akelarre, dans un Sorginzelaia (terrain de sorcière), Eperlanda (pré de la perdrix) pour célébrer des rites magico-érotiques. L'Akelarre est représenté en particulier par le tableau de Francisco de Goya (1798) que l'on peut admirer au Musée Lázaro Galdiano à Madrid.

Dans la tradition populaire, il est souvent mentionné les vols nocturnes de sorcières et les onguents dont leur corps est enduit. Ces femmes utilisaient pour cela un mélange de quatre solanacées (jusquiamme, belladone, mandragore, Datura) associées à l'aconit et la ciguë, toutes ces plantes étant riches en alcaloïdes toxiques. Il pouvait être appliqué par frottement sur la peau fine et sur les muqueuses où l'absorption était plus rapide et

plus forte. Cet onguent provoquait des hallucinations semblables à la sensation de voler. Le manche de leur balai pouvait être aussi enduit de ce produit. Ainsi, la culture populaire et internationale de représenter les sorcières avec un balai entre les jambes aurait pour base et origine logique le Pays Basque !



Le cercle magique - John William Waterhouse, 1886

Du point de vue anthropologique, les « akelarreak » sont des réminiscences de rites païens. Lors des sabbats, les « sorginak » se rassemblaient pour chanter, danser, jouer de la musique et festoyer dans des lieux le plus souvent isolés et au clair de lune, et tout cela en l'honneur de la nature incarnée par le Dieu Cornu ou Akerbeltz.

Purger le pays des sorginak !

Selon S. Alexandrian, « Il n'y avait probablement pas de sabbat en Pays Basque avant l'arrivée du

conseiller de Lancre, conseiller au Parlement de Bordeaux, tout au plus quatre fêtes saisonnières auxquelles une fille lui confesse d'être allée. Dès qu'il commence son office d'Inquisiteur, il y en a un tous les lundis, puis toutes les nuits ; et peut-être que quelques-uns ont été organisés réellement, par défi. »

Le 10 décembre 1608 le roi, saisi par les habitants du Labourd, envoie une lettre au Parlement de Bordeaux nommant le conseiller Pierre de Rosteguy de Lancre en lui associant peu de temps après le conseiller Jean d'Espagnet. Cette commission devait « purger le pays de tous les sorciers et sorcières sous l'emprise des démons », faire la lumière, en particulier à Saint-Jean-de-Luz, sur les actes et les mœurs réputés libres des femmes de marins, et sur les comportements des guérisseuses et cartomanciennes. Les études publiées en 1938 dans la revue du Musée de Bayonne fixèrent le nombre d'exécutions entre soixante et quatre-vingts, avec l'audition de quatre à cinq cents témoins. La commission, contrairement à ce qu'affirme la légende, dura seulement quatre mois. Il reste cependant en mémoire le très important procès des sorcières de Zugarramurdi à Logroño en 1610.

Les exécutions des sorcières sont légitimées par les aveux que les inquisiteurs leur arrachent, parfois sous la torture ou par le biais de promesses mensongères. Il n'y a aucune preuve de l'existence réelle d'un culte des sorcières, ni qu'il ait jamais existé un groupe de personnes ayant pratiqué un rituel interprétable comme de la sorcellerie. Les descriptions des « akelarreak » ont été faites ou

publiées par des prêtres, des juristes et des juges qui n'ont jamais participé à ces rassemblements, ou ont été transcrites au cours des procès de sorcellerie. Que ces témoignages reflètent des événements réels est, pour nombre d'études actuelles, considéré comme douteux.



Sorginak, une féministe avant l'heure

Il convient de prendre la sorcière comme l'incarnation de la femme qui refuse la soumission aux normes et aux contraintes sociales. La sorcière est une figure de dissidence, dont se sont inspirés et dont s'inspirent encore les mouvements féministes. Figure d'une autonomie féminine affranchie des normes, elle a été un objet de haine pour les représentants de l'ordre patriarcal. Pourtant à mesure que la sorcière se popularise elle quitte l'imaginaire mythique et religieux et se met à gagner les écrans. La sorcière est alors montrée pour la première fois sous un jour plus favorable à travers de nombreuses œuvres de fiction, instaurant un nouveau mythe, celui de la « bonne sorcière ». Dès lors, la sorcière devient une figure de revendication et résistance, de libération aussi, ainsi qu'un symbole de lutte face aux oppressions et aux dominations misogynes.

EAJ-PNBren adierazpena Euskararen Nazioarteko Egunean

Gaur, Abendoaren 3a, Frantzisko Xabier Nafarroako semearen eguna eta Euskararen Eguna ospatzen ditugun egunean, Euzko Alderdi Jeltzaleak ondorengo adierazi nahi dio Euskadiko biztanleriari :

Euskararen hiztun guztiek ; euskaldunok propioa dugun hizkuntzaz hitz egin ez arren, askatasun osoz beren seme-alabek euskaraz mintzatzeko hautua izatea erabaki eta aukeratu duten pertsona guztiek; eta gaztelaniaz



Andoni Ortuzar, EAJ-PNBren presidentea Abenduaren

edo frantsesez soilik hitz egin eta komunikatu nahi duten guztiek; horiek denek, salbuespenik gabe, merezi dute beren eskubideak zainduak eta errespetatuak izan daitezela. Euzko Alderdi Jeltzaleak zentzu berean aitortzen eta ospatzen du Euskal Herriak ondare oparo eta aberatsa duela eta bere barnean hiru hizkuntza hartzen dituela. Eta arrazoi horregatik, eta Nazio Batuen Erakundearen zein nazioarteko beste erakundeek eginiko adierazpenekin bat egi-

nik, ulertzen dugu gure ahaleginen parte esanguratsu bat bideratu behar dugula ahulena zaintzeko ahaleginera, ahalik eta etorkizunik hurbilenean gure herriko hiru hizkuntzak normaltasun osoz batera eta berdintasun osoz bizi daitezen.

Espainiako estatuko legeriak botere publikoei ezartzen die estatu barneko nazio hizkuntzak zaintzeko eta sustatzeko lana. Frantziako Errepublikak ere urrats batzuk egin ditu azken urteotan. Hala ere, jabetzen gira gaztelania, frantsesa eta euskara gaur egun ez daudela egoera berean eta ez dutela babes berbera ukaiten ezta aukera berberak izatea ere. Errealitate horrek berresten digu, gure ustez, ezinbestekoa dela gure Herria bizi den hiru errealitate administratiboetan, egungo hizkuntza-desoreka hori arinduko duten eta eremu urriko hizkuntzak eta hizkuntza gutxi-tuak, kasu honetan euskara, modu eraginkorrean zaindu eta indarberrituko duten legediak idatzi eta onartu arte lanean jarraitzea.

Euskara osasuntsu da gaur egun. Azken hamarkada hauetako egoerarik onenean dago. Inoiz baino euskal hiztun gehiago ditu. Inoiz baino herritar gehiagok ulertzen dute.

Inoiz baino lagun gehiagok errespetatzen dute. Inoiz baino pertsona gehiagok maite dute. 'Euskaraldia' moldeko ekimenek arrakasta biribilak ekarri dituzte eta euskal gizartearen oinarrietan errota dira. Hala ere, ezin dugu ezkutatu gure hizkuntzaren gainean gaur egun diren mehatxuek emaiten diguten kezka handia. Alderdikeriagatik eta ezagun ditugun helburuak lortzeko, badago euskara dagokion lekutik atera nahi duenik. Eraso horiek planifikatzen eta egiten dituenari zera galdetuko genioke: baldin eta euskara estatu oso baten ondarea bada, zergatik jo behar da haren sustapenaren aurka? Zergatik jo behar da euskaraz mintzatu nahi dutenen eskubideen aurka? Zergatik ez dituzte errespetatzen edo zaintzen euskaraz adierazteko eskubidea aitortua duten hiztunak?

Euzko Alderdi Jeltzaleak gaur berretsi nahi du pertsona guzaien eskubideak zaintzeko orenean hitzeman duen konpromisoa, baita beren hizkuntza propioan mintzatu nahi direnena ere. Eta, ondorioz, eginkizun horretan lan egiten du eremu guzietan, eta, aldi berean, salatu egingo ditu herri honen hizkuntza propioaren aurkako erabaki, jarrera eta jokaera guztiak. Euskararen defentsa utzi



ezinezko printzipioa da guretzat. Horregatik, euskal gizarteari eskatzen diogu zaintzeko eta adi egoteko jarrera hau gurekin parteka dezala. Halaber, euskal herritar guztiak animatzen ditugu erakunde publikoek eta entitate pribatuek Euskararen Eguna ospatzeko egingo dituzten ekimenetan parte hartzera. Euskara guztiona da. Maita dezagun. Erabil dezagun. Errespetatu dezagun. Parteka dezagun. Zain dezagun.

Hommage aux deux premiers Lehendakaris Agirre et Leizaola, ce dimanche 15 décembre, à Gernika

Cet acte a permis de commémorer, le 40^e anniversaire du retour de Jesus Maria Leizaola, le Lehendakari en exil, en terre basque, ainsi que le 80^e anniversaire du départ en exil de Jose Antonio Agirre et son gouvernement, depuis la Catalogne, en 1939, à la fin de la guerre civile.

Iñigo Urkullu, l'actuel Lehendakari s'est engagé à honorer leur mémoire, à suivre leur exemple et à transmettre leur legs. Il a rappelé que la vision et l'engagement des Lehendakaris Aguirre et Leizaola à l'égard du modèle de construction progressive de l'Autogouvernement basque fut une réussite pleine de lucidité. « Ceci a été et demeure notre modèle pour continuer à construire Euskadi, jour après jour ». Il a également rappelé la mémoire de tous ceux et toutes celles qui furent contraints à l'exil, voilà 80 ans et qui ne purent jamais revenir en Euskadi.

« Aujourd'hui, Euskadi honore ceux qui furent toujours conscients de l'importance de maintenir vivante l'institution du Gouvernement Basque. Conscients du sens du leg que signifie les Droits, la Démocratie et la Liberté qui représentait la continuité du Gouvernement en exil » a conclu le Lehendakari Urkullu.

Les Lehendakaris Garaikoetxea, Ardanza, Ibarretxe et Lopez ont également pris part à cet hommage, en présence des membres des familles Aguirre et Leizaola.



Iñigo Urkullu, gaurko Lehendakaria, Jose Antonio Aguirre eta Jesus Maria Leizaola-ren bi argazkiekin gibelean



Iñigo Urkullu Lehendakariak bi Lehendakarien familiekin.



Iñigo Urkullu (zentroan) bere ondoan bi familien ordezkariak eta demokraziaren garaiko lehendakariak: Carlos Garaikoetxea, Jose Antonio Ardanza, Juan Jose Ibarretxe eta Patxi Lopez.



Auresku bi lehendakariaren eta gaurko kargo publikoen aintzinean